

# La patrie de la langue et l'exil de l'écrivain

*Antonio Tabucchi (\*)*

**"L'adoption d'une langue autre,  
l'alloglossie, n'a rien à voir avec  
l'état civil.  
Entretenir une telle confusion est  
déplorable...  
L'appartenance à une patrie lin-  
guistique est une obligation, tandis  
que l'adoption d'une autre langue  
signifie choix, liberté, vagabon-  
dage, aventure."**

(\*) *Ecrivain italien*, auteur de nombreux romans, parmi lesquels *Requiem* (1993), *Pereira prétend* (Bourgois, 1995), *la tête perdue de Damsécéno Monteriro* (1997). Antonio Tabucchi l'est l'un des membres fondateurs du Parlement international des écrivains.

Nous reproduisons ce texte déjà publié dans la revue Autodafé (n°1, automne 2000), revue du Parlement international des écrivains. Avec l'aimable autorisation des éditeurs (Denoël, autodafe.org)

J'aime le Portugal. J'en ai beaucoup parlé dans certains de mes livres. J'ai traduit Fernando Pessoa en italien et lui ai consacré plusieurs essais. J'enseigne depuis longtemps la littérature portugaise à l'Université. Surtout, j'ai écrit un roman en portugais, *Requiem*, auquel je suis particulièrement attaché. Selon l'acception commune du terme, je serais donc, d'une certaine manière, un « lusophone ». C'est précisément sur ce concept de « lusophonie » que je désire m'interroger. Depuis quelques années, les autorités institutionnelles du Portugal ont commencé à le faire circuler. Il est fondé sur l'idée de langue comme patrie ou comme drapeau national, voire comme coagulant de l'idée de nation. Le lecteur qui se souvient de la réhabilitation de l'idée de francophonie il y a quelques années (avec, il est vrai, un très faible succès) sait combien un pays qui a perdu son empire ou des colonies peut offrir un terrain fertile pour une invention métahistorique comme celle-ci, qui fait office de succédané dans l'imaginaire collectif. Mais si la culture française a eu suffisamment d'anticorps pour se moquer d'une telle opération, il n'en va pas de même au Portugal, où l'idée de « lusophonie » rencontre, hormis quelques rares intellectuels, un franc succès.

Ce n'est pas tout à fait un hasard si cette initiative a été prise directement par le ministère portugais des Affaires étrangères, qui en a confié le développement à l'Institut Camoës. Les investissements économiques destinés à assurer le rayonnement du concept de « langue comme patrie » dans les pays du monde où se parlent certaines variantes du portugais ont été considérables et très perceptibles. On a ainsi assisté à l'organisation de congrès pharaoniques : Rio de Janeiro (été 1999) ou, plus ré-

cemment, celui de Maputo, au Mozambique, qui a cependant abouti à un retentissant échec si l'on en croit la presse. L'intention politique de l'utilisation de la « lusophonie » a été si flagrante que même la prétendue scientificité conférée aux dizaines de lusitanistes et écrivains conviés à ces réunions n'est pas parvenue à en cacher la nature. L'objectif évident est de s'opposer avant tout à l'anglophonie qui se répand dans les deux zones économiquement et stratégiquement fondamentales de l'Afrique que sont l'Angola et le Mozambique, pays qui, en 1975, au moment de la chute du salazarisme et de la conquête de leur indépendance, ont déclaré à l'ONU le portugais comme langue officielle, notamment pour ne privilégier aucune des langues parlées par les diverses ethnies qui habitent ces immenses territoires.

Mais il est évident que le portugais, en tant que langue officielle, y est une langue parlée par l'élite politico-intellectuelle, et donc extrêmement fragile : on retrouve là le problème de la langue du colonisateur exposé en son temps, de manière dramatique et radicale, dans ses leçons de Berkeley, par Amilcar Cabral, l'intellectuel qui lança le mouvement de libération de l'Afrique portugaise et qui fut assassiné dans des conditions demeurées mystérieuses. Un problème politico-linguistique sur lequel les écrivains africains sont revenus il y a environ deux mois, à trente ans de distance, lors de leur réunion d'Asmara. Au demeurant, les historiens de la langue les plus sérieux ont débattu de cette question avec la plus grande attention ; on en trouve l'écho dans le bel essai de Pascale Casanova *La République mondiale des lettres* (Le Seuil, 1999). Lors du congrès de Rio de Janeiro, le principe de la « lusophonie » comme langue mise au service d'une idée politique a été révélé, non sans une certaine naïveté, par l'écrivain portugais José Saramago, qui s'est prononcé avec emphase contre les formes

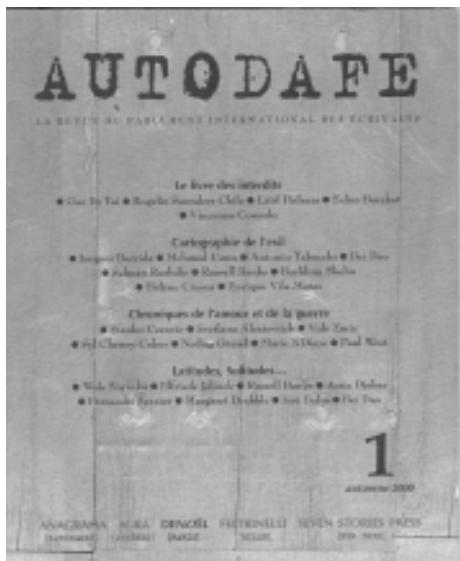
actuelles de néocolonialisme, en particulier celui des Etats-Unis, dans leur volonté d'imposer leur langue à travers la planète. Cela lui a valu la réplique ironique de journaux — *El País, Corriere della Sera* — qui lui signalèrent qu'il oubliait, au passage, que la langue portugaise avait elle aussi été imposée dans ces parties du monde qu'étaient les colonies portugaises, dont le Brésil, précisément.

Une autre des affirmations du même auteur, accueillie par les applaudissements de l'assemblée et

soulignée par la presse portugaise, semblera moins naïve : « Notre langue est la plus belle du monde » ; phrase qui, dans une époque de féroce retour en Europe de xénophobies et de racismes, fait sérieusement réfléchir. Du reste, nous savons tous combien les langues européennes diffusées à travers la planète n'ont pas été apportées par de gentils sonnets, mais à la pointe des épées. Les linguistes les plus attentifs nous enseignent que « le rôle central des lexico-graphes, grammairiens, philologues et hommes de lettres a été décisif dans la formation des nationalismes européens du XIX<sup>e</sup> siècle » (Benedict Anderson, *L'imagination national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, Paris, 1996).

Le tabou du colonialisme est d'ailleurs difficile à rompre pour les pays qui en ont été les acteurs. Cela a inspiré des chefs-d'œuvre à quelques écrivains. Au Portugal, ce tabou narratif s'est révélé particulièrement coriace. Rares sont ceux qui ont osé le rompre, comme João de Melo, Lidia Jorge et surtout Antonio Lobo Antunes dans presque toute son oeuvre — notamment le superbe *Cul de Judas* (A.M. Métailié, Paris, 1983) .

Dans les milieux intellectuels, le seul penseur à avoir démontré une parfaite lucidité sur le danger d'une langue interprétée comme esprit national et donc comme un colonialisme qui, après avoir été chassé par la porte de l'histoire, revient par la fenêtre linguistique me semble être, à ce jour, Eduardo Lourenço, remarquable interprète de



l'œuvre de Pessoa et philosophe bien connu des lecteurs français pour ses analyses très subtiles sur l'âme et l'imaginaire collectif de son pays. Dans son dernier livre, pas encore traduit en Français, *imagem e miragem da Lusofonia* (éd. Gradiva, Lisbonne, 1999), il mène son analyse en partant de l'utilisation déformante et instrumentale que les institutions officielles de la « lusophonie » ont faite d'une célèbre phrase de Fernando Pessoa en la réduisant à un slogan d'un nationalisme vulgaire, et sur laquelle je voudrais m'arrêter. « Ma patrie est la langue portugaise », dit Bernardo Soares dans le *livre de l'intranquillité*. Nous sommes au début du siècle, Pessoa vient de rentrer d'Afrique du Sud où il a fait toutes ses études en anglais et où il a été élevé dans une culture et une littérature anglaises. Pour une personne à la recherche et à la conquête de son identité culturelle, une phrase de ce genre est parfaitement plausible. Mais le petit employé Soares éprouve la langue intime de son journal comme une niche où il trouve un réconfort à sa solitude et à son désarroi. De plus, cette « patrie » est la géographie intérieure d'un personnage dont le territoire est délibérément modeste et qui aspire à apprendre la langue de ses rêves, l'ouzbek de Samarkand. Hors de son contexte, et employée aujourd'hui comme une marque de dentifrice pour conquérir le marché, cette phrase prend un tour ignoble.

Le discours d'Eduardo Lourenço est surtout dirigé contre la dimension mythifiante d'une langue employée comme « espace de la portugalité », qui est au demeurant l'espace où tous les nationalistes, à partir de Herder, ont prétendu trouver l'essence spirituelle d'un peuple. Durant le salazarisme, la politique portugaise d'autarcie prit entre autres la forme d'une défense de la prétendue « pureté » de la langue, avec une inévitable hostilité envers tout ce qui était étranger, y compris les langues.

Mais l'analyse de Lourenço touche, fût-ce de façon marginale, à l'aspect politique de la question quand il se réfère à la « récente architecture de la Communauté des peuples de langue portugaise », une sorte de traité séparé que le gouvernement portugais a conçu ces dernières années avec certains pays africains ou autres. Un traité qui, à coup sûr, ne va pas dans le sens de la politique d'intégration européenne menée par d'anciens responsables socialistes comme Mario Soares, mais marque au contraire

le retour aux territoires qui appartinrent autrefois au Portugal.

Si Lourenço, avec un léger mépris, déclare que cet organisme d'Etat lui semble « inefficace, probablement pour des raisons d'incompétence », les observateurs politiques portugais ne sont pas tous aussi optimistes. Les historiens qui se refusent à participer aux kermesses de lusophonie, ou un écrivain angolais comme Pepetela, n'ont pas manqué de lancer des cris d'alarme. Au mois de décembre, un politologue renommé, Miguel Sousa Tavares, a écrit dans *Publico* un violent article pour dénoncer les responsabilités d'un gouvernement qui a accueilli au Portugal un massacreur, l'ancien président guinéen Nino Vieira, et qui a soutenu le marxiste Eduardo Dos Santos, un des deux seigneurs de la guerre qui ont réduit l'Angola à un tas de décombres tout en s'enrichissant par les armes (l'autre étant le « libéral » Jonas Savimbi). Si mon amitié pour le Portugal peut avoir causé des malentendus, je crois que le moment est venu de clarifier ma position, car notre société médiatique a une irrésistible vocation à banaliser certains problèmes, ce qui pourrait faciliter certaines opérations de promotion touristique ou littéraire. L'adoption d'une langue autre, l'alloglossie, n'a rien à voir avec l'état civil. Entretenir une telle confusion est déplorable. Comme nous l'enseignent de nombreux écrivains du XXème siècle qui ont choisi de s'exprimer aussi dans une langue qui n'était pas leur langue maternelle, l'appartenance à une patrie linguistique est une obligation, tandis que l'adoption d'une autre langue signifie choix, liberté, vagabondage, aventure. Visiter une dimension inconnue à travers l'instrument d'une langue est une des expériences les plus énigmatiques et émouvantes qui puissent s'offrir à un écrivain. D'ailleurs, c'est dans *l'espace de la langue* que tout écrivain recherche simplement sa *parole*, laquelle est toujours liée à une forme de voyage qui ressemble à l'exil.

Si certains représentants de la culture portugaise officielle pensent aujourd'hui que la langue portugaise est une patrie, je préfère adhérer pour ma part à une phrase de Bernard-Marie Kotlès extraite d'une de ses pièces : « je ne suis pas tout à fait d'ici ». D'ailleurs, j'étais à Paris, lorsque j'ai écrit le présent texte en français. Je n'appartiens pas pour autant à la francophonie. ■